

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE SAFELINE EUROPE 01-09-2024

1. Général

- 1.1. Les présentes conditions générales de vente (" Conditions générales ") s'appliquent à la vente de composants mécaniques et électroniques d'ascenseurs et de logiciels associés (" Produits ") et à l'assistance technique ou au support (" Services ") par SafeLine Europe (" Vendeur ") depuis ses propres bureaux ou représentants à leurs clients (" Acheteur ") et sont convenues à partir de la date de validité indiquée ci-dessus.
- 1.2. Les exceptions et les dispositions accessoires ne s'appliquent que sous réserve de modifications expressément convenues par écrit par les deux parties.
- 1.3. Les conditions générales s'appliquent également aux transactions ultérieures, même si elles ne sont pas mentionnées lors de la conclusion de la transaction ultérieure.

2. Conclusion de l'accord

- 2.1. L'ordre de livraison ou la commande peut être passé par écrit et/ou par courrier électronique à l'adresse suivante : aquila@safeline.eu & orderbe@safeline-europe.eu.
- 2.2. L'accord est réputé établi avec validité et contraignant lorsque, à la réception d'une commande, le vendeur a notifié par écrit son acceptation de la commande dans le délai éventuellement fixé par l'acheteur. La présente confirmation de commande remplace toutes les offres ou communications antérieures.
- 2.3. Le vendeur a le droit de refuser la commande s'il estime que la commande et/ou le produit n'est pas possible par rapport au produit ou à la commande demandée.
- 2.4. Si, lors de la présentation d'une offre, le vendeur a fixé un délai pour son acceptation, le contrat est réputé conclu si l'acheteur a notifié par écrit son acceptation de l'offre avant l'expiration de ce délai, étant entendu toutefois qu'aucun contrat n'est conclu si cette notification n'a pas été reçue dans un délai d'une semaine à compter de l'expiration de ce délai.
- 2.5. Les modifications apportées à l'offre du vendeur ne sont valables que si elles sont confirmées par écrit par le vendeur. Toute commande passée par un intermédiaire doit être confirmée par le vendeur directement à l'acheteur.
- 2.6. L'acheteur est entièrement responsable des informations qu'il a fournies ou mises à la disposition du vendeur pour la préparation de la commande, telles que les exigences spécifiques des clients de l'acheteur pour les produits, et le vendeur n'indemniserà en aucune façon l'acheteur pour les retards ou incompatibilités des produits qui en résulteraient, à condition que les produits soient conformes aux exigences énoncées dans la commande.

3. Dessins et descriptions

- 3.1. Les poids, dimensions, capacités et autres données figurant dans les catalogues, prospectus, circulaires, publicités, illustrations et listes de prix ont le caractère d'indications approximatives. Ces données ne sont contraignantes que dans la mesure où le contrat s'y réfère expressément.
- 3.2. Les dessins et descriptions techniques fournis à l'acheteur avant ou après la conclusion du contrat, droits de propriété intellectuelle en vertu desquels une fabrication totale ou partielle est possible, restent la propriété exclusive du vendeur ou du tiers détenteur des droits respectifs. Ils ne peuvent être utilisés, copiés, reproduits, transmis ou portés à la connaissance de tiers par l'acheteur sans l'accord de ce dernier. Ils restent toutefois la propriété de l'acheteur :
 - a. S'il en a été expressément convenu, ou

- b. S'ils se rapportent à un accord de développement antérieur, distinct de l'accord d'exécution, dans lequel le vendeur ne s'est pas réservé la propriété.

3.3. Le vendeur fournit gratuitement à l'acheteur les informations nécessaires pour lui permettre d'installer, de mettre en service, d'exploiter et d'entretenir le produit. Le vendeur n'est pas tenu de fournir les plans de fabrication du produit ou des pièces détachées.

4. Vérifier

4.1. L'acheteur a le droit, tant au cours de la fabrication qu'après l'achèvement des travaux, de faire contrôler et vérifier par ses représentants dûment mandatés la qualité des matériaux et pièces utilisés. Ces contrôles et vérifications sont effectués dans l'atelier pendant les heures normales de travail, après que le jour et l'heure ont été convenus au préalable avec le vendeur. Les frais résultant de cet examen ou de l'intervention d'un organisme de contrôle ou d'inspection sont à charge de l'acheteur.

5. Livraison

5.1. Les marchandises sont vendues "Ex Works" (Incoterms 2020).

5.2. Le vendeur doit informer l'acheteur par écrit de la date à laquelle il doit prendre livraison des marchandises. La notification à l'acheteur doit être faite dans un délai suffisant pour permettre à l'acheteur de prendre les mesures nécessaires.

5.3. Les marchandises voyagent aux risques et périls de l'acheteur, qui est tenu de notifier au transporteur des produits tout dommage survenu pendant le transport.

5.4. La livraison des produits est réputée acceptée à la livraison des produits conformément au délai de livraison de la commande.

5.5. Les livraisons partielles sont autorisées et peuvent être facturées séparément.

5.6. Toutefois, si l'inspection des produits par le client lors de la livraison révèle que le produit n'est pas conforme à la commande et que l'acheteur soumet une réclamation au vendeur dans les dix (10) jours suivant la livraison, le vendeur rectifiera rapidement les défauts de manière à ce que le produit soit conforme à la commande. À la demande de l'acheteur, de nouveaux tests seront alors effectués, à moins que le défaut ne soit insignifiant.

5.7. Tout défaut des produits après leur livraison est couvert par la garantie limitée spécifiée à l'article 12.

5.8. Si le montant net de l'achat est inférieur à 250 euros, l'acheteur se verra facturer des frais de gestion et de transport majorés. Pour un montant net d'achat supérieur à 250 euros, seuls des frais de transport seront facturés selon les tarifs applicables appliqués par le vendeur au moment de la confirmation de la commande.

6. Réserve de propriété

6.1. Les marchandises restent la propriété du vendeur jusqu'au paiement intégral de leur prix.

6.2. L'acheteur s'engage à gérer les biens avec la diligence requise, à n'y apporter aucune modification sans accord écrit.

6.3. En cas de non-respect de cette interdiction, une indemnité forfaitaire de 50 % du prix de vente sera due par l'acheteur (en complément du prix de vente et d'une éventuelle indemnité de retard).

7. Délais de livraison

- 7.1. Sauf accord contraire, le délai de livraison court à partir du dernier jour des dates suivantes :
 - a. Le jour de la formation de l'accord tel que défini à l'article 2.
 - b. Le jour où le vendeur reçoit un paiement échelonné, si le contrat convenu prévoit un paiement échelonné avant le début de la fabrication.
- 7.2. Sauf convention contraire, les délais de livraison mentionnés dans le contrat ne sont qu'une estimation : tout retard ne peut en aucun cas donner lieu à la résiliation du contrat ou à une quelconque indemnité. Si le vendeur prévoit que la livraison sera retardée, il en informera le client par écrit, en indiquant la raison et, si possible, la date à laquelle la livraison peut être attendue.
- 7.3. Un retard de la part de la société de transport ne peut jamais être considéré comme un retard dû au vendeur.
- 7.4. Si, en raison d'un cas de force majeure, d'autres perturbations commerciales et de retards des fournisseurs dont le vendeur n'est pas responsable, un délai de livraison ou une date de livraison ne peut être respecté, le délai de livraison sera prolongé pour la durée de ces événements.
- 7.5. Si et dans la mesure où le retard de livraison dépasse 45 jours, l'acheteur et le vendeur ont le droit de résilier le contrat à l'exclusion de tout autre droit, mais sans pouvoir réclamer au vendeur des dommages-intérêts liquidés ou toute autre compensation en raison du retard ou de la résiliation.
- 7.6. Si les produits ne sont pas livrés à la date prévue en raison d'un retard du vendeur, à l'exception de la clause 7.5, l'acheteur a droit à des dommages-intérêts forfaitaires à compter de la date à laquelle la livraison aurait dû avoir lieu, uniquement si ces dommages-intérêts forfaitaires ont été convenus dans la commande en référence à une date de livraison spécifique. Toutefois, si le retard est dû à un acte ou à une omission de l'acheteur, tel que le fait de ne pas fournir à temps au vendeur les informations demandées sur la livraison, ces dommages-intérêts ne sont pas dus, mais le vendeur a le droit de modifier le délai de livraison en conséquence ou d'annuler la commande.
- 7.7. Sauf disposition contraire dans la commande, des dommages-intérêts forfaitaires sont payables à hauteur de 0,5 % du prix d'achat des produits en retard pour chaque semaine de retard entamée. Les dommages-intérêts liquidés ne peuvent excéder 7,5 % du prix d'achat des produits en retard.
- 7.8. L'acheteur doit introduire toute demande d'indemnisation au plus tard six (6) mois après la date à laquelle la livraison aurait dû avoir lieu.
- 7.9. En cas de retard de la part du vendeur, le client ne peut prétendre qu'à des dommages-intérêts forfaitaires. Toute autre réclamation à l'encontre du vendeur fondée sur ce retard est exclue, à moins que le vendeur n'ait commis une négligence grave.
- 7.10. Si l'acheteur ne prend pas livraison des marchandises au moment où elles sont mises à sa disposition par le vendeur, il ne peut néanmoins pas reporter l'échéance normalement prévue pour les paiements liés à la livraison.
- 7.11. Le vendeur assure le stockage des marchandises aux frais et aux risques de l'acheteur. Si l'acheteur le demande, le vendeur assure les marchandises aux frais de l'acheteur. Si l'entreposage dépasse 2 semaines, le vendeur peut facturer des frais d'entreposage s'élevant à 0,25 % du montant de la facture par semaine entamée.

8. Prestation de services.

- 8.1. Le vendeur fournira des services conformément à l'accord et à la description du service concerné.
- 8.2. Le vendeur a le droit de remplacer ou de modifier tout ou partie des services lorsque cela est nécessaire en raison de changements technologiques, d'améliorations, de changements de normes ou d'autres raisons justifiées.

- 8.3. Dans la mesure où cela est nécessaire, le vendeur a le droit d'interrompre ou de limiter l'utilisation des services en raison de travaux de maintenance ou pour des raisons techniques, opérationnelles ou autres raisons particulières.

9. Paiement

- 9.1. Tous les paiements sont effectués en EURO ou dans la devise prévue dans le contrat ; ils sont calculés nets et sans escompte.
- 9.2. Les prix sont calculés sur la base du taux de change journalier pour les matières premières, les salaires et les charges sociales.
- 9.3. Le vendeur a le droit de modifier les prix des produits commandés à tout moment avant la livraison en notifiant cette modification à l'acheteur. Dans ce cas, l'acheteur a le droit de résilier le contrat en adressant une notification écrite au vendeur avant la livraison ou par la suite. L'acheteur n'a droit à aucune compensation de la part du vendeur pour une telle modification.
- 9.4. Sauf accord contraire, les factures sont payables dans un délai de 30 jours à compter du jour suivant
- a. Le jour de la réception par l'acheteur de la facture ou d'une demande de paiement équivalente.
 - b. Le jour de la réception des marchandises ou des services, si la date de réception de la facture ou de la demande de paiement équivalente n'est pas fixée ou si l'acheteur reçoit la facture ou la demande de paiement équivalente avant réception des marchandises ou des services.
 - c. Le jour de l'acceptation ou de la vérification pour vérifier la conformité des marchandises ou des services avec le contrat, si la loi ou le contrat prévoit une procédure d'acceptation ou de vérification et si l'acheteur reçoit la facture ou la demande de paiement équivalente avant ou à la date de l'acceptation ou de la vérification.
- 9.5. Si l'acheteur ne paie pas dans le délai de paiement convenu ou, à défaut, dans le délai de paiement légal, le vendeur a droit au paiement d'un intérêt de 12 % par an à compter du jour suivant, de plein droit et sans mise en demeure, et le vendeur peut suspendre la livraison des produits ou de toute autre partie à l'acheteur. Un paiement retenu par l'acheteur en raison d'une réclamation contre le vendeur peut également être considéré comme un défaut de paiement s'il s'avère par la suite que la réclamation contre le vendeur n'était pas fondée.
- 9.6. Le vendeur a le droit de facturer des frais administratifs de 5 euros pour chaque rappel de paiement envoyé par le vendeur en cas de retard de paiement.
- 9.7. En outre, si l'acheteur ne paie pas dans le délai de paiement convenu ou, à défaut, dans le délai de paiement légal, le vendeur a droit, sans préjudice de son droit au remboursement des frais de justice conformément aux dispositions du Code judiciaire, à une indemnité raisonnable de la part de l'acheteur pour tous les frais de recouvrement pertinents encourus en raison du retard de paiement.
- 9.8. Le fait que des intérêts soient stipulés n'empêche pas les paiements d'être dus à leur date d'échéance.
- 9.9. En cas de dépassement du délai de paiement de plus de 30 jours, le vendeur peut mettre fin au service concerné sans aucune responsabilité de sa part et résilier également tout ou partie des contrats en cours pour les produits, avec le droit de facturer au acheteur les dommages directs subis par le vendeur qui en résulteraient.
- 9.10. Toutes les taxes présentes et futures, ainsi que les prélèvements et frais supplémentaires, de quelque nature que ce soit, liés à la vente sont à la charge de l'acheteur.

- 9.11. L'acheteur n'a pas le droit de retenir des paiements en raison d'une livraison incomplète, de réclamations au titre de la garantie ou de défauts non substantiels.

10. Garanties financières

- 10.1. Le vendeur se réserve le droit, si, après la conclusion du contrat mais avant le paiement intégral du prix, il apparaît que le crédit de l'acheteur est compromis ou si sa solvabilité diminue et notamment dans les cas suivants : demande de délais de paiement, protêt, saisie de tout ou partie des biens de l'acheteur à la demande d'un créancier, retard dans les paiements à l'ONSS, ..., d'exiger telle garantie qu'il juge nécessaire à la bonne exécution des engagements, même après la livraison des marchandises. Aucune mise en demeure n'est nécessaire à cet effet.

11. Clause de résiliation

- 11.1. En cas de non-paiement d'une facture à son échéance, ou en cas d'application de l'article 10, le contrat est résilié de plein droit par le vendeur qui en exprime la volonté par lettre recommandée et sans mise en demeure préalable.
- 11.2. Dans ce cas, le vendeur a le droit de reprendre les marchandises livrées sans intervention judiciaire.
- 11.3. En outre, une indemnité de 15 % du prix, avec un minimum de 200 euros, sera due.

12. Garantie limitée

- 12.1. Le vendeur s'engage à remédier par remplacement ou réparation à tous les vices cachés incontestables (aux marchandises elles-mêmes) qui ne résultent pas d'un cas de force majeure, d'une intervention défectueuse de l'acheteur ou de tiers. Le vendeur devient propriétaire des pièces remplacées. Ces pièces seront renvoyées aux frais de l'acheteur. Cette obligation ne s'étend qu'aux défauts qui se manifestent pendant une période de douze mois à compter de la date de livraison des produits à l'acheteur. Cette période ne sera pas prolongée en cas de réparation ou de remplacement du produit.
- 12.2. Le vendeur n'est tenu à aucune autre garantie ou indemnité que celle prévue au point 12.1. En particulier, le vendeur n'est tenu à aucune indemnisation pour les dommages causés aux biens professionnels ou pour les pertes liées à l'activité professionnelle de l'acheteur ou des personnes dont il est responsable en vertu de l'article 1384 du Code civil.
- 12.3. La responsabilité du vendeur en matière de garantie ne s'applique pas dans les circonstances suivantes :
- a. Petites défaillances insignifiantes de la fonctionnalité.
 - b. Défauts dus à l'usure normale et/ou aux consommables.
 - c. Défauts dus à une utilisation incorrecte du produit d'une manière non indiquée ou non prévue dans le manuel, ainsi qu'à l'indication d'autres informations sur le produit ou lorsque le caractère raisonnable n'a manifestement pas été appliqué.
 - d. Les défauts résultant de modifications apportées au produit par le client ou causés par le non-respect des instructions du vendeur.

- e. Les défauts causés par la négligence du client, de son personnel ou d'un tiers ainsi que par des circonstances indépendantes de la volonté du vendeur.
 - f. Défauts dus à des facteurs externes tels que la force majeure, etc.
- 12.4. Si le produit est difficile à déplacer ou si le problème ne se produit que sur place, une assistance sur site peut être proposée. Dans ce cas, le client donnera accès aux produits au personnel du vendeur pendant le temps nécessaire. Si nécessaire et à la demande du vendeur, un représentant de l'acheteur sera présent. Dans ce cas, les frais de déplacement et les heures de travail doivent être convenus à l'avance.
- 12.5. Si l'acheteur met le vendeur en défaut et qu'il s'avère par la suite que ce n'était pas du tout la responsabilité ou la faute du vendeur, ce dernier a le droit de réclamer une compensation conformément à la liste de prix des services. Non seulement pour la réparation et le diagnostic, mais aussi pour la remise en état.
- 12.6. En outre, le vendeur n'est pas tenu de réparer ces dommages pour des raisons extracontractuelles.
- 12.7. En ce qui concerne les dommages physiques et les dommages à la propriété privée, le vendeur n'est pas tenu de verser une indemnité si :
- a. Il n'est pas possible de démontrer que les défauts étaient présents au moment de la mise en circulation des marchandises ;
 - b. Le vendeur, en l'état de la science et de la technique, ne pouvait pas connaître la présence des défauts ;
 - c. Les défauts sont dus à la conception de l'objet dans lequel les marchandises sont incorporées ou aux instructions de l'acheteur ;
 - d. Le dommage est dû à des fautes commises par l'acheteur, la personne lésée ou une personne dont la personne lésée est responsable (par exemple : fausses manœuvres, mauvais fonctionnement, transformations effectuées par l'acheteur ou des tiers, etc ;)
 - e. Les défauts résultent de la conformité des marchandises aux réglementations obligatoires émanant des autorités publiques ;
 - f. Le dommage est dû à un manque d'entretien ou à un entretien contraire au carnet d'entretien ou aux instructions d'entretien préparées par le vendeur ;
 - g. Le dommage est dû à l'intervention d'un tiers non reconnu par le vendeur.
- 12.8. L'acheteur garantit le vendeur contre toutes les réclamations ou demandes que des tiers pourraient formuler à son encontre sur la base des dommages visés au point 12.3.
- 12.9. S'il s'agit d'une fabrication d'après un plan fourni par l'acheteur, la garantie sera en tout cas limitée à une stricte exécution des pièces selon l'indication de ces plans.
- 12.10. Le vendeur doit remédier à tout défaut ou à toute non-conformité des produits dus à des défauts de conception, de matériaux ou de fabrication ("défaut").
- 12.11. Le vendeur n'est pas responsable des défauts résultant des matériaux fournis par l'acheteur ou de toute conception ou pièces de tiers déterminées ou spécifiées par l'acheteur, auxquelles s'appliquent leurs dispositions respectives en matière de garantie.

12.12. L'acheteur est responsable de tous les coûts d'installation, de démontage et de réinstallation d'un produit présentant un défaut, que le défaut soit couvert ou non par la garantie. Le vendeur a rempli ses obligations en matière de garantie lorsqu'il livre à l'acheteur une pièce correctement réparée ou une pièce de rechange.

13. Services

13.1. Tous les services sont fournis tels quels, sans aucune garantie. La seule obligation du vendeur est de répéter le service ou, si cela n'est pas possible, de résilier le contrat et de rembourser le paiement pour les services non encore fournis.

14. Des solutions exclusives

14.1. La responsabilité du vendeur pour les défauts des produits ou services et les seuls et uniques recours du client sont limités à l'exécution des obligations de garantie visées à l'article 12.

14.2. Sauf dispositions légales impératives, il n'existe aucune autre garantie, expresse ou implicite, par application de la loi ou autrement. Le vendeur décline expressément toute garantie implicite d'adéquation à un usage particulier et de qualité satisfaisante.

15. Assemblée

15.1. Le montage ne fait jamais partie du contrat. Toutefois, le vendeur peut accepter, dans des conditions particulières, de mettre à la disposition du client, à sa demande, des ouvriers ou monteurs spécialisés. Dans ce cas, les prestations de ces ouvriers ou monteurs sont fournies sous la surveillance, aux frais et sous la responsabilité du client, qui supporte les frais d'assurance.

15.2. Le client doit fournir, à ses frais, toute l'assistance, le matériel et l'équipement nécessaires au montage.

16. Circonstances libératrices

16.1. Les circonstances postérieures à la conclusion du contrat et empêchant son exécution sont considérées comme exonératoires si elles comprennent : la faillite, la dissolution, la cessation de paiement, la violation des conditions applicables à la commande, les conflits du travail et toutes les autres circonstances, telles que l'incendie, la mobilisation, la saisie, l'embargo, l'interdiction de change, l'insurrection, la pénurie de moyens de transport, la pénurie générale de matières premières, les restrictions à la consommation d'énergie, si ces autres circonstances surviennent indépendamment de la volonté des parties.

16.2. La partie qui invoque les circonstances susmentionnées doit immédiatement notifier par écrit à l'autre partie la survenance et l'expiration de ces circonstances.

16.3. La survenance de l'une de ces circonstances dégage le vendeur et l'acheteur de toute responsabilité.

16.4. Le vendeur développe constamment des services et, par conséquent, la sélection et le contenu de ces services peuvent changer. Le vendeur a également le droit d'interrompre la fourniture des services. Dans ce cas, le vendeur peut résilier l'accord en ce qui concerne les services interrompus ou les différentes parties de ceux-ci

16.5. Le vendeur peut suspendre ou limiter les services ou la disponibilité des produits jusqu'à nouvel ordre à l'acheteur, dans les cas suivants :

- a. L'acheteur n'a pas offert la garantie de paiement demandée par le vendeur dans un délai déterminé conformément à l'article 10.

- b. L'acheteur cause des dommages, des perturbations ou des désagréments au vendeur ou au réseau général de communications par l'utilisation des produits ou des services.
- 16.6. Le vendeur a également le droit de modifier ou de résilier le service avec effet immédiat si un tiers, tel qu'un fournisseur de services de télécommunications tiers, cesse de soutenir le service ou modifie les conditions de son service d'une manière qui rend impossible ou déraisonnable pour le vendeur de poursuivre le service dans les conditions existantes.

17. Confidentialité

- 17.1. Chaque partie conserve tous les documents et informations reçus de l'autre partie qui sont marqués comme étant confidentiels ou qui devraient être considérés comme tels. Une partie a le droit d'utiliser ce matériel et ces informations uniquement aux fins de l'accord
- 17.2. Toutefois, l'obligation de confidentialité ne s'applique pas au matériel et aux informations qui
- a. Sont généralement disponibles ou autrement accessibles au public ;
 - b. Le parti ou son affilié a appris l'existence d'un tiers sans aucune obligation de confidentialité ;
 - c. était en possession de la partie destinataire ou de sa société affiliée avant sa réception par l'autre partie, sans aucune obligation de confidentialité à cet égard ;
 - d. Une partie ou une société affiliée s'est développée de manière indépendante sans utiliser de matériel ou d'informations reçus de l'autre partie ;
 - e. Une partie ou sa société affiliée doit divulguer des informations en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une autre ordonnance émanant des autorités compétentes ou d'une décision de justice.
- 17.3. Chaque partie cesse immédiatement d'utiliser le matériel et les informations confidentiels reçus de l'autre partie à la fin de l'accord ou lorsque cette partie n'a plus besoin du matériel ou des informations en question aux fins indiquées dans l'accord et, à moins que les parties ne conviennent séparément de la destruction de ce matériel, renvoie le matériel en question (y compris toutes les copies de ce matériel). Toutefois, chaque partie a le droit de conserver les copies exigées par la loi ou la réglementation.
- 17.4. Le vendeur a le droit d'utiliser les compétences et l'expérience professionnelles acquises dans le cadre de la fourniture et d'utiliser le nom du client comme référence dans son marketing, conformément aux bonnes pratiques de marketing.
- 17.5. Les droits et obligations découlant du présent article 17 survivent à l'expiration, à la résiliation ou à l'annulation de l'accord.

18. Violation des droits de propriété intellectuelle

- 18.1. Le vendeur défendra et indemnisera l'acheteur, à ses frais, contre les réclamations et actions dans lesquelles un produit ou un service porte atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'un tiers, à condition que l'acheteur informe immédiatement le vendeur par écrit de ces réclamations et permette au vendeur de défendre ou de régler les réclamations, et qu'il fournisse au vendeur toutes les informations et l'assistance nécessaires, ainsi que toutes les autorisations requises.

- 18.2. Si, de l'avis justifié du vendeur, ce dernier porte atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'un tiers, le vendeur devra, à ses frais, prendre les mesures suivantes
- Obtenir le droit d'utilisation pour le client, ou
 - Remplacer le produit ou le service par la pièce défectueuse, ou
 - Modifier le produit ou le service pour éliminer l'infraction.
- 18.3. Si le vendeur ne dispose d'aucune des alternatives susmentionnées à des conditions raisonnables, l'acheteur cessera d'utiliser le produit ou le service à la demande du vendeur.
- 18.4. Toutefois, le vendeur n'est pas responsable envers le client en cas de réclamation :
- Allégué par le client ou un affilié de l'acheteur ;
 - résulte d'une modification du produit ou du service ou du respect des instructions ou informations par l'acheteur ;
 - résulte exclusivement de l'utilisation du produit ou du service en combinaison avec un produit, un service ou un logiciel non fourni par le vendeur ; ou
 - aurait pu être évité en utilisant la dernière version du produit ou du service ou d'un de ses composants.
- 18.5. Cette clause 18 énonce l'entière responsabilité du vendeur et les recours uniques et exclusifs de SafeLine en cas de violation des droits de propriété intellectuelle.

19. Responsabilité limitée

- 19.1. La responsabilité pour les dommages directs ou les demandes de remboursement est limitée au prix d'achat correspondant des produits pour lesquels la responsabilité ou les dommages sont réclamés ou ne dépassant pas quinze pour cent (15 %) du prix du service des trois années précédentes.
- 19.2. La responsabilité du vendeur ne porte que sur les dommages et pertes directs. Le vendeur n'accepte aucune responsabilité pour les dommages ou coûts indirects, accessoires ou consécutifs, y compris, mais sans s'y limiter, la perte de profits ou d'économies, les erreurs successives, les dommages secondaires ou les coûts supportés par des tiers, tels que les pertes commerciales ou la perte de données, ou les dommages que le vendeur ne pouvait raisonnablement pas prévoir au moment de la conclusion du contrat et dont les conséquences n'auraient raisonnablement pas pu être évitées ou surmontées.
- 19.3. Le vendeur n'est pas responsable des défauts, erreurs ou réclamations relatifs aux produits ou services de tiers utilisés en relation avec les produits ou services. Ceux-ci sont fournis uniquement sur la base des conditions générales applicables aux tiers et la seule responsabilité du vendeur est de transférer la garantie ou des droits similaires au client, si cela est possible.
- 19.4. La limitation de la responsabilité ne s'applique pas aux dommages causés par un comportement délibéré ou une négligence grave. La limitation de responsabilité ne s'applique pas non plus aux dommages causés par la transmission, la copie ou l'utilisation de services en violation de la loi ou des conditions générales d'utilisation.
- 19.5. Toutes les réclamations doivent être divulguées dans les trois (3) mois suivant la date à laquelle l'acheteur a pris connaissance du motif de l'action.

20. Autres conditions

20.1. Logiciel

- a. Les logiciels intégrés dans le produit ou fournis avec le produit ("logiciels"), sous licence du vendeur, ne sont pas vendus, à l'exception des logiciels de "Thor Engineering".
- b. L'acheteur se voit accorder un droit non exclusif d'utiliser le logiciel uniquement avec les produits qu'il a achetés et uniquement dans le but et pour la portée exprimés dans les manuels, les autres documents relatifs au produit et la commande du produit.
- c. L'acheteur n'a pas d'autres droits, tels que les droits de propriété ou les droits d'auteur, et ne peut en aucun cas modifier, décompiler ou copier le logiciel, sauf en conformité avec les manuels de produits et autres instructions de SafeLine.

20.2. Réparation de produits

- a. Le vendeur offre un service de réparation pour les produits qui ne sont plus sous garantie à la demande de l'acheteur. L'acheteur doit joindre une description du problème sur un formulaire de service disponible à l'adresse www.safeline.eu.
- b. Le client doit organiser et payer le transport des produits à réparer jusqu'au vendeur. Les frais de transport du produit réparé ou d'un produit de remplacement sont pris en charge par le vendeur si la réparation est sous garantie. Dans les autres cas, l'acheteur prend en charge les frais de transport de retour.
- c. Le vendeur réparera le produit dans un délai raisonnable. Le délai raisonnable sera considéré comme étant de six (6) semaines en cas de charge de travail normale et de douze (12) semaines en cas de charge de travail élevée.
- d. Si le coût de la réparation dépasse la moitié du prix de vente brut du produit, le vendeur soumettra à l'acheteur un devis pour le coût de la réparation avant que celle-ci ne soit effectuée. Si le produit ne peut être réparé, l'acheteur se verra proposer un produit de remplacement au prix dit "d'échange".
- e. Tous les produits seront mis à jour à la dernière version du logiciel sans frais supplémentaires lors de la réparation. À la demande de l'acheteur, le vendeur offrira les accessoires du produit et l'emballage le plus récent, conformément à la liste de prix en vigueur à ce moment-là.
- f. Les travaux de réparation sont couverts par une garantie de trois (3) mois.

20.3. Interdiction de revente

- a. Pour garantir des normes de qualité élevées et constantes, le vendeur vend ses produits par l'intermédiaire d'un réseau de partenaires certifiés. Ces partenaires doivent répondre à des critères de qualité stricts dans les domaines suivants : crédibilité commerciale, compétences en matière d'assistance technique, capacités logistiques, niveaux de stock minimum, etc.
- b. Pour cette raison, aucun partenaire, ni aucun client final, n'a le droit de redistribuer ou de revendre les produits, sauf accord spécifique préalable avec le vendeur.

20.4. Changements

- a. Les conditions générales en vigueur au moment de la conclusion du contrat s'appliquent aux produits fournis en vertu de celles-ci. Pour les services, le vendeur a le droit de modifier les conditions générales ou les

conditions particulières correspondantes à sa discrétion. Ces conditions générales modifiées s'appliqueront aux nouveaux accords ou aux commandes de nouveaux services dès leur entrée en vigueur et à tous les services en cours après un (1) mois suivant la publication des conditions générales mises à jour sur le site Web de SafeLine.

- b. Toute autre modification ou ajout à l'accord doit faire l'objet d'un accord écrit pour être valable.

20.5. Coordonnées du client

- a. Si SafeLine Europe, Industrieterrein I nr 8, 3290 Diest, Belgique est le contrôleur de données en question, les données personnelles demandées par nous seront incluses.
- b. Les données personnelles désignent les informations relatives à un acheteur, telles que le nom, l'adresse, le numéro de téléphone ou l'entreprise, ainsi que d'autres informations relatives à la personne.
- c. Les données à caractère personnel sont traitées pour fournir des produits et/ou des services à la suite de votre commande/achat, pour remplir une obligation en vertu de la législation ou de la réglementation, pour la maintenance des fichiers. Le traitement des informations cesse lorsqu'il n'est plus nécessaire à la réalisation de l'objectif déclaré du traitement.
- d. Le vendeur peut utiliser des systèmes de marketing automatisé pour la communication à distance par le biais de listes de diffusion, ainsi que d'autres méthodes de communication personnelle à distance, telles que le courrier électronique et les appels téléphoniques.
- e. Vous, la personne concernée, avez le droit de retirer le consentement donné à tout moment et gratuitement, sans préjudice de la légalité du traitement fondé sur le consentement avant son retrait. Le retrait du consentement est aussi simple que son octroi et peut être effectué en nous contactant à cet égard à l'adresse électronique office@safeline.eu.
- f. Vous avez également le droit de demander l'accès et la rectification ou l'effacement des données à caractère personnel ou la restriction du traitement correspondant, ainsi que le droit à la portabilité des données. Pour ce faire, nous pouvons vous demander de prouver votre identité afin que nous puissions transmettre les données à la bonne personne. Vous pouvez le faire à l'adresse suivante : office@safeline.eu
- g. Si vous avez des questions sur la manière dont nous traitons vos données, veuillez contacter office@safeline.eu
- h. Vous avez le droit de déposer une plainte auprès de l'autorité de contrôle si vous estimez que vos droits ont été violés. Autorité de protection des données (Rue du Printing Press 35, 1000 Bruxelles)
- i. Vous avez le droit de vous opposer au traitement.
- j. L'exercice de vos droits sera toujours gratuit. Toutefois, si vos demandes - au-delà du retrait de votre consentement - sont manifestement infondées ou excessives, notamment en raison de leur caractère répétitif, nous sommes en droit de facturer une redevance raisonnable au regard des coûts administratifs ou de refuser la demande".
- k. Notre politique de traitement des données peut être consultée à l'adresse suivante : www.safeline-group.com

20.6. Force majeure

- a. À l'exception des obligations de paiement, aucune des parties n'est responsable envers l'autre des pertes, dommages ou retards dans les travaux causés par un obstacle indépendant de sa volonté que cette partie

ne pouvait pas prendre en compte au moment de la conclusion du contrat et dont les conséquences ne pouvaient pas être raisonnablement évitées ou surmontées, y compris, mais sans s'y limiter, la guerre, l'insurrection, l'acte ou l'ordre de toute autorité civile ou militaire compétente, les grèves, les arrêts de travail non autorisés, les incendies ou les inondations ("événement de force majeure"). Les grèves, lock-out, boycotts et autres actions syndicales constituent également un événement de force majeure lorsque la partie concernée est la cible ou une partie de cette action.

- b. Une situation de force majeure subie par un sous-traitant d'une partie libère également cette partie de sa responsabilité si la sous-traitance à d'autres sources n'est pas possible sans coût déraisonnable ou sans retard important.
- c. Les deux parties informent rapidement l'autre partie par écrit d'un cas de force majeure. La partie informe l'autre partie en conséquence de l'annulation de l'événement de force majeure. Si l'exécution du contrat est retardée ou si les services sont suspendus pendant plus de quatre (4) mois en raison d'un cas de force majeure, chaque partie a le droit de résilier le contrat en adressant une notification écrite à l'autre partie, sans qu'aucune des parties ne puisse prétendre à des dommages-intérêts pour cette résiliation.

21. Droit applicable

21.1. L'accord est régi par le droit belge, sauf décision contraire des parties.

22. Jurisdiction compétente

22.1. En cas de litige, seuls les tribunaux de Hasselt sont compétents.

GENERAL TERMS AND CONDITIONS OF SALE SAFELINE EUROPE 01-09-2024

1. General

- 1.1. These general terms and conditions of sale ("General Conditions") apply to the sale of mechanical, electronic lift components and related software ("Products") and related technical or support services ("Services") by SafeLine Europe ("Seller") from its own offices or representatives to their customers ("Buyer") and agreed from the validity date as stated above.
- 1.2. Exceptions and ancillary provisions shall only apply subject to amendments expressly agreed upon in writing by both parties.
- 1.3. The terms and conditions also apply to subsequent transactions, even if they are not referred to at the conclusion of the subsequent transaction.

2. Conclusion of the agreement

- 2.1. The order for delivery or order may be placed in writing and/or by e-mail at aquila@safeline.eu & orderbe@safeline-europe.eu
- 2.2. The agreement shall be deemed to be established with validity and binding when, upon receipt of an order, the seller has given written notice to accept the order within any deadline set by the buyer. This order confirmation replaces all previous offers or communications.
- 2.3. The seller has the right to refuse the order if it considers that the order and/or product is not possible in relation to the requested product or order.
- 2.4. If, when making an offer, the seller has set a deadline for its acceptance, the agreement shall be deemed to have been concluded if the buyer has given written notice to accept the offer before the expiry of this deadline, it being understood, however, that no agreement has been concluded if this notice has not been received within one week after the expiry of this deadline.
- 2.5. Changes made to the seller's offer shall only be valid if confirmed in writing by the seller. All orders through an intermediary must be confirmed by the seller directly to the buyer.
- 2.6. The buyer is fully responsible for the information it has provided or made available to the seller for the preparation of the order, such as any specific requirements of the buyer's customers for the Products, and the seller shall not indemnify the buyer in any way for any resulting delays or incompatibilities of the Products, provided that the Products comply with the requirements stated in the order.

3. Drawings and descriptions

- 3.1. Weights, dimensions, capacities and other data included in catalogues, prospectuses, circulars, advertisements, illustrations and price lists have the character of approximate indications. These data are only binding insofar as the contract expressly refers to them.
- 3.2. The drawings and technical descriptions provided to the buyer before or after the conclusion of the contract, intellectual property rights under which full or partial manufacture is possible, shall remain the exclusive property of the seller or the respective third-party rights holder. They may not be used, copied, reproduced,

passed on to or made known to third parties by the buyer without the customer's consent. They are, however, the property of the buyer:

- a. If expressly agreed, or
- b. If they relate to a prior development agreement, distinct from the execution agreement, in which the seller has not reserved ownership.

3.3. The seller shall provide the buyer free of charge with the information necessary to enable the buyer to install, commission, operate and maintain the Product. The seller is not obliged to provide production drawings for the Product or for spare parts.

4. Control

4.1. The buyer shall be entitled, both during manufacture and after completion of the work, to have the quality of the materials and parts used checked and verified by his duly authorised representatives. These checks and verifications shall be carried out in the workshop during normal working hours, after the day and time have been agreed beforehand with the seller. The costs arising from this examination or from the intervention of a control or inspection body shall be borne by the buyer.

5. Delivery

- 5.1. The goods are sold "Ex Works" (Incoterms 2020).
- 5.2. The seller must notify the buyer in writing of the date by which the buyer must take delivery of the goods. The notification to the buyer must be made in sufficient time to allow the buyer to take the necessary measures.
- 5.3. The goods travel at the buyer's risk and the buyer is responsible for notifying the carrier of the Products of any damage incurred during transport.
- 5.4. Delivery of the Products shall be deemed accepted upon delivery of the Products in accordance with the delivery term of the order.
- 5.5. Partial deliveries are allowed and may be charged separately.
- 5.6. However, if Customer's inspection of the Products upon delivery reveals that the Product does not conform to the order, and Buyer submits a claim to Seller within ten (10) days of delivery, Seller shall promptly rectify any defects so that the Product does conform to the order. At the Buyer's request, new tests will then be carried out, unless the defect was insignificant.
- 5.7. Any defects in the Products after delivery are covered by the Limited Warranty as specified in Clause 12.
- 5.8. If the net purchase amount is less than 250 euros, the buyer will be charged an increased administration and transport fee. For a net purchase amount of more than 250 euros, only a transport cost will be charged according to the applicable rates applied by the seller at the time of order confirmation.

6. Retention of title

- 6.1. The goods remain the property of the seller until full payment of their price.
- 6.2. The buyer undertakes to manage the goods with due diligence, not to make any changes without written consent.
- 6.3. In case of non-compliance with this prohibition, a lump-sum compensation of 50% of the sale price will be payable by the buyer (as a supplement to the sale price and any delay compensation).

7. Delivery times

- 7.1. Unless otherwise agreed, the delivery time runs from the last day of the following dates:
 - a. The day of the formation of the agreement as defined in Article 2.
 - b. The day on which the seller receives an instalment payment, if the agreed contract stipulates an instalment payment before the start of manufacturing.
- 7.2. Unless otherwise agreed, the delivery times mentioned in the agreement are only an estimate: any delay can never give rise to termination of the agreement or to any compensation. If the seller foresees that the delivery will be delayed, it shall notify Customer in writing, stating the reason and, if possible, the time when delivery can be expected.
- 7.3. Delay by the transport company can never be considered as a delay due to the seller.
- 7.4. If, due to force majeure, other business disruptions and supplier delays for which the seller is not responsible, a delivery period or delivery date cannot be met, the delivery period will be extended for the duration of these events.
- 7.5. If and to the extent that the delay in delivery exceeds 45 days, the buyer and the seller are entitled to rescind the contract to the exclusion of all further rights but not to claim liquidated damages or any other compensation from the seller on account of the delay or cancellation.
- 7.6. If the Products are not delivered at the time of delivery because of a delay by the Seller excluding clause 7.5, the Buyer shall be entitled to liquidated damages from the date on which delivery should have taken place, only if such liquidated damages have been agreed in the order with reference to a specific time of delivery. However, if the delay is the result of any act or omission by the buyer, such as failure to provide the seller with the requested information on delivery in time, these liquidated damages shall not be due, but the seller shall be entitled to change the delivery time accordingly or cancel the order.
- 7.7. Unless otherwise provided in the order, liquidated damages shall be payable in the amount of 0.5% of the purchase price of the delayed Products for each started week of delay. The liquidated damages shall not exceed 7.5% of the purchase price of the delayed Products.
- 7.8. The buyer shall file any claim for compensation no later than six (6) months after the time when delivery should have taken place.
- 7.9. In case of delay on the part of the Seller, only liquidated damages shall be available to the Customer. All other claims against the seller based on such delay are excluded, unless the seller is guilty of gross negligence.
- 7.10. If the buyer does not take delivery of the goods at the time they are made available by the seller, he may nevertheless not postpone the due date normally set for payments associated with the delivery.
- 7.11. The seller shall provide for storage of the goods at the expense and risk of the buyer. If the buyer so requests, the seller shall provide insurance for the goods at the buyer's expense. If storage exceeds 2 weeks, the seller may charge storage costs amounting to 0.25% of the invoice amount per starting week.

8. Provision of services.

- 8.1. The seller will provide services in accordance with the agreement and the respective service description.
- 8.2. The seller has the right to replace or change all or part of the services when necessary due to technological changes, improvements, changes in standards or other justified reasons

- 8.3. To the extent necessary, the seller has the right to discontinue or limit the use of the services due to maintenance work or for technical, operational or other special reasons.

9. Payment

- 9.1. All payments are made in EURO or in the currency provided for in the agreement; they are net calculated and discount free.
- 9.2. Prices are calculated on the basis of the daily exchange rate for raw materials, wages and social charges.
- 9.3. The Seller has the right to change the prices of the ordered products at any time prior to delivery by notifying the Buyer of such change. In such a case, the Buyer shall have the right to cancel the contract with written notice to the Seller prior to delivery or thereafter. The Buyer shall not be entitled to any compensation from the Seller for such modification.
- 9.4. Unless otherwise agreed, invoices are payable within 30 days from the day following
- a. The day of receipt by the buyer of the invoice or equivalent request for payment.
 - b. The day of receipt of the goods or services, if the date of receipt of the invoice or equivalent request for payment is not fixed or if the buyer receives the invoice or equivalent request for payment earlier than the goods or services.
 - c. The day of acceptance or verification to verify the conformity of the goods or services with the contract, if the law or the contract provides for a procedure of acceptance or verification and if the buyer receives the invoice or the equivalent request for payment before or on the date of acceptance or verification.
- 9.5. If the buyer does not pay within the agreed payment period or, failing this, within the statutory payment period, the seller shall be entitled to the payment of interest at 12% per annum from the following day, ipso jure and without notice of default, and the seller may withhold delivery of products or any other part to the buyer. A payment withheld by the buyer due to a claim against the seller may also be considered a default in payment if it is later found that the claim against the seller was unfounded.
- 9.6. The seller has the right to charge an administration fee of €5 for each payment reminder sent by the seller in case of late payment.
- 9.7. In addition, if the buyer fails to pay within the agreed payment period or, failing this, within the statutory payment period, the seller shall be entitled, without prejudice to its right to reimbursement of legal costs in accordance with the provisions of the Judicial Code, to reasonable compensation from the buyer for all relevant recovery costs incurred due to the late payment.
- 9.8. The fact that interest is stipulated does not prevent the payments from being due on their due date.
- 9.9. If the payment period has been exceeded by more than 30 days, the seller may terminate the respective service without any liability for the seller and also cancel any outstanding contracts for products in whole or in part with the right to charge any direct damage arising as a result to the seller.
- 9.10. All present and future taxes, as well as additional levies and costs, of whatever nature, associated with the sale shall be borne by the buyer.
- 9.11. The buyer is not entitled to withhold payments due to incomplete delivery, warranty claims or non-substantial defects.

10. Financial guarantees

- 10.1. The seller reserves the right, if, after the conclusion of the agreement but before the total payment of the price, it appears that the buyer's credit is compromised or if his creditworthiness diminishes and namely in the following cases: request for payment deadlines, protest, seizure of all or part of the buyer's goods at the request of a creditor, delay in payments to National Social Security, etc., to demand such guarantee as he deems necessary for the proper execution of the commitments, even after delivery of goods. No notice of default is required for this.

11. Termination clause

- 11.1. If an invoice is not paid on its due date, or in case of application of article 10, the agreement shall be terminated ipso jure by the seller expressing his will by registered letter and without prior notice.
- 11.2. In this case, the seller is entitled to take back the delivered goods without the intervention of the courts.
- 11.3. In addition, compensation of 15% of the price, with a minimum of EUR 200, will be due.

12. Limited Warranty

- 12.1. The seller undertakes to remedy by replacement or repair all indisputable hidden defects (to the goods themselves) that are not the result of force majeure, faulty intervention by the buyer or third parties. The seller becomes the owner of the replaced parts. These pieces will be returned at the buyer's expense. This obligation extends only to defects that become apparent during twelve months from the date of delivery of the products to the buyer. This period will not be extended in case of repair or replacement of the product.
- 12.2. The seller shall not be liable for any other guarantee or compensation beyond that stipulated in point 12.1. In particular, the seller shall not be obliged to pay any compensation for any damage to business goods or for losses associated with the professional activity of the buyer or the persons for whom he is held liable under section 1384 of the Civil Code.
- 12.3. The seller's responsibility for warranty will not apply under the following circumstances:
- a. Small insignificant failures of functionality.
 - b. Defects due to normal wear and tear and/or consumables.
 - c. Defects caused by improper use of the product in ways not indicated or provided for in the manual, as well as on indication of other product information or where reasonableness has clearly not been applied.
 - d. Defects resulting from changes made to the product by the customer or caused by not following the seller's instructions.
 - e. Defects caused by the negligence of the customer, his personnel or a third party as well as by circumstances beyond the control of the seller
 - f. Defects due to external factors such as there being, force majeure, etc.
- 12.4. If the product is difficult to move or the problem occurs only on site, on-site support can be offered. In such case, the customer will grant access to the products to the seller's staff for the necessary time. If necessary and at the seller's request, a representative of the buyer shall be present. In such case, travel expenses as well as working hours must be agreed upon in advance.

- 12.5. If the buyer puts the seller in default and it later turns out that this was entirely not the seller's responsibility or fault then the seller has the right to claim compensation according to the given price list for services. Not only for fixing and diagnosis but also for repairing the same.
- 12.6. Also, the seller will not be obliged to compensate these damages on extra-contractual grounds.
- 12.7. As regards physical damage and damage to private property, the seller will not be liable to pay compensation if:
- a. It cannot be shown that the defects were present at the time the goods were put into circulation;
 - b. The seller, given the state of science and technology, could not have known about the presence of the defects;
 - c. The defects are due to the conception of the item in which the goods are incorporated or to the buyer's instructions;
 - d. The damage is due to mistakes made by the buyer, the injured person or someone for whom the injured person is responsible (e.g.: wrong manoeuvres, incorrect operation, transformations carried out by the buyer or third parties, etc.);
 - e. The defects result from the compliance of the goods with mandatory regulations emanating from public authorities;
 - f. The damage is due to lack of maintenance or to maintenance contrary to the maintenance booklet or maintenance instructions prepared by the seller;
 - g. The damage is due to the intervention of a third party not recognised by the seller.
- 12.8. The buyer shall indemnify the seller against all claims or demands that third parties may bring against it on the basis of damages as stipulated in point 12.3.
- 12.9. If it is a fabrication according to a plan supplied by the buyer, the guarantee will in any case be limited to a strict execution of the pieces according to the indication of these plans.
- 12.10. Seller shall remedy any defect or non-conformity in the Products due to defects in design, materials or workmanship.
- 12.11. The seller shall not be liable for defects arising from the materials supplied by the buyer or a design or parts of third parties determined or specified by the buyer, to which their respective warranty provisions apply.
- 12.12. The Buyer is responsible for all costs of installation, dismantling and reinstallation of a Product with a Defect, whether or not the Defect is covered by the warranty. The Seller has fulfilled its warranty obligations when the Supplier delivers a properly repaired part or a replacement part to the Buyer.

13. Services

- 13.1. All services are provided as such, without any guarantee. The seller's only obligation is to repeat the service or, if this is not possible, to terminate the contract and refund the payment for the services not yet delivered

14. Exclusive solutions

- 14.1. The seller's liability for defects in the products or services and the customer's sole and exclusive remedies are limited to the fulfilment of the warranty obligations under clause 12.
- 14.2. Except as required by mandatory statutory provisions, there are no other warranties, express or implied, by operation of law or otherwise. The seller expressly disclaims all implied warranties of fitness for a particular purpose and satisfactory quality.

15. Assembly

- 15.1. Assembly is never part of the contract. However, the seller may agree, under special conditions, to put specialised workmen or fitters at the customer's disposal at his request. In this case, the services of these workers or fitters are provided under the supervision, at the expense and under the responsibility of the customer, who shall bear the insurance costs.
- 15.2. The customer must provide, at his expense, all assistance, material and equipment necessary for assembly.

16. Liberating circumstances

- 16.1. Circumstances which occur after the conclusion of the contract and prevent its performance shall be deemed to be exonerating if they include: bankruptcy, dissolution, cessation of payments, breach of terms and conditions applicable to the order, industrial disputes and all other circumstances, such as fire, mobilisation, seizure, embargo, prohibition of foreign exchange, insurrection, shortage of means of transport, general scarcity of raw materials, restrictions in energy consumption, if these other circumstances occur beyond the control of the parties.
- 16.2. The party invoking the above circumstances must immediately notify the other party in writing of their occurrence as well as their expiry.
- 16.3. The occurrence of any of these circumstances removes all liability from both the seller and the buyer.
- 16.4. The seller is constantly developing services and therefore the selection and content of these services may change. The seller also has the right to discontinue the provision of the services. In that case, the seller may terminate the agreement in respect of such discontinued services or the individual parts thereof
- 16.5. The seller may suspend or limit the services or availability of the products until further notice to the Buyer, in the following cases:
 - a. The buyer has not offered the payment security requested by the seller within a specified time in accordance with Article 10.
 - b. The buyer causes damage to or disruption or inconvenience to the seller or the general communications network through the use of the Products or Services
- 16.6. The seller also has the right to modify or terminate the service with immediate effect if a third party, such as a third-party telecommunications service provider, stops supporting the service or changes the terms and conditions of its service in a way that makes it impossible or unreasonable for the seller to continue the service under the existing terms and conditions.

17. Confidentiality

- 17.1. Each party shall retain all materials and information received from the other party that are marked confidential or should be considered confidential. A party shall have the right to use such material and information only for the purposes of the agreement

- 17.2. However, the confidentiality obligation will not be applied to material and information that:
- a. Generally available or otherwise publicly available;
 - b. The party or its affiliate has learned of a third party without any obligation of confidentiality;
 - c. Was in the possession of the receiving Party or its affiliate prior to receipt of the same from the other Party without any obligation of confidentiality relating thereto;
 - d. A party or an affiliated company has developed independently without using material or information received from the other party;
 - e. A party or its affiliate must disclose under a law, decree or other order issued by the competent authorities or a court order.
- 17.3. Each party shall immediately cease the use of confidential material and information received from the other party upon termination of the agreement or when such party no longer requires the material or information in question for the purpose stated in the agreement, and unless the parties separately agree on the destruction of such material, return the relevant material (including all copies thereof). However, each party shall have the right to retain any copies required by law or regulation.
- 17.4. The seller has the right to use the professional skills and experience gained in connection with the supply and to use the Customer's name as a reference in its marketing in accordance with good marketing practices.
- 17.5. The rights and obligations under this Article 17 shall survive the expiry, termination or cancellation of the agreement.

18. Infringement of intellectual property rights

- 18.1. The seller shall, at its expense, defend and indemnify the buyer against claims and actions where a product or service infringes the intellectual property rights of a third party, provided that the buyer immediately notifies the seller in writing of such claims and allows the seller to defend or settle the claims, and provides the seller with all necessary information and assistance, as well as all necessary authorisations.
- 18.2. If, in the seller's justified opinion, the seller infringes the intellectual property rights of a third party, the seller shall, at its own expense:
- a. Obtain the right of use for the customer, or
 - b. Replace the product or service for the offending part, or
 - c. Modify the product or service to eliminate the infringement.
- 18.3. If none of the above alternatives is available to the seller on reasonable terms, the buyer will stop using the product or service at the seller's request.
- 18.4. However, the seller is not liable to the customer if the claim:
- a. Alleged by the customer or an affiliate of the buyer;
 - b. is the result of a modification of the product or service or compliance with instructions or information by the buyer;

- c. Result exclusively from the use of the product or service in combination with a product, service or software not provided by the seller; or
- d. Could have been avoided by using the latest released version of the product or service or a component thereof.

18.5. This clause 18 states the seller's entire liability and SafeLine's sole and exclusive remedies for infringement of intellectual property rights.

19. Limited liability

- 19.1. Liability for direct damages or claims for reimbursement is limited to the corresponding purchase price of the products for which liability or damages are claimed or not exceeding fifteen per cent (15%) of the price of the service of the previous three years.
- 19.2. The seller's responsibility includes only direct damage and loss. The seller accepts no responsibility for any indirect, incidental or consequential damages or costs, including, but not limited to, loss of profits or lost savings, successive errors, secondary damages or costs incurred to second or third parties, such as business losses or loss of data or damages which the seller could not reasonably have expected at the time of the contract and which consequences could not reasonably have been avoided or overcome.
- 19.3. The seller shall not be liable for any defects, errors or claims relating to third-party products or services used in connection with the products or services. They are provided solely on the basis of the applicable third-party terms and conditions and the seller's only liability is to transfer the warranty or similar rights to the customer, if possible.
- 19.4. The limitation of liability does not apply to damage caused by wilful conduct or gross negligence. The limitation of liability also does not apply to damage caused by the transmission, copying or use of services in violation of the law or the terms and conditions of.
- 19.5. All claims must be disclosed within three (3) months after the buyer became aware of the cause of action.

20. Other conditions

20.1. Software

- a. Software embedded in the product, or supplied together with the product ("Software"), under licence from the seller is not sold except software from "Thor Engineering"
- b. The buyer is granted a non-exclusive right to use the software only together with the products purchased by the customer and only for the purpose and scope expressed in the manuals, other product documentation and the order for the product.
- c. The buyer has no other rights, such as proprietary rights or copyrights, and may in no case modify, decompile or copy the software except in accordance with SafeLine's product manuals and other instructions.

20.2. Product repairs

- a. The seller offers repair service for the products that are no longer under warranty at the request of the buyer. The buyer must attach a description of the problem on a service form available at www.safeline.eu

- b. The customer must arrange and pay for the transport of the products to be repaired to the seller. The transport costs of the repaired product or a replacement product are borne by the seller if the repair is under warranty. In other cases, the buyer pays the cost of the return transport.
- c. The seller will repair the product within a reasonable time. Reasonable time will be considered six (6) weeks during normal working loads and twelve (12) weeks during high working loads.
- d. If the repair cost would exceed half of the gross selling price of the product, the seller will issue a quotation for the repair cost to the buyer before any repair is carried out. If the product cannot be repaired, the buyer will be offered a replacement product at the so-called "exchange price".
- e. All products will be upgraded to the latest software version at no extra charge upon repair. The seller will, at the buyer's request, offer product accessories and the latest packaging, in accordance with the price list valid at the time.
- f. The repair work is covered by a three (3) month warranty.

20.3. Resale ban

- a. To ensure high and consistent quality standards, the seller sells products through a network of certified partners. Such partners must meet strict quality criteria in the following areas: business credibility, technical support competences, logistical capabilities, minimum stock levels, etc.
- b. For this reason, no partner, nor any end customer, has the right to redistribute or resell the products unless specifically agreed in advance with the seller.

20.4. Changes

- a. General Terms and Conditions valid at the time of the contract shall apply to the products provided pursuant thereto. For services, the seller shall have the right to amend the General Terms and Conditions or the relevant Special Terms and Conditions at its discretion. Such amended Terms and Conditions shall apply to new agreements or orders for new services on their effectiveness and to all ongoing services after one (1) month following a public release of the updated Terms and Conditions on the SafeLine website.
- b. Any other amendments or additions to the agreement must be agreed in writing to be valid

20.5. Customer details

- a. We SafeLine Europe, Industrieterrein I nr 8 , 3290 Diest, Belgium are the data controller in question, the personal data requested by us will be included.
- b. Personal data refers to information of a buyer, such as name, address, phone number or company and other information of the person.
- c. Personal data is processed to provide products and/or service as a result of your order/purchase to fulfil an obligation under laws or regulations, for file maintenance. The processing of information ceases when it is no longer necessary to fulfil the stated purpose of processing.
- d. The seller may use automated marketing systems for remote communication through mailing lists, as well as other methods of remote personal communication, such as e-mail and telephone calls.
- e. You, the data subject, have the right to withdraw the given consent at any time and free of charge, without prejudice to the lawfulness of the processing based on the consent before its withdrawal. Withdrawing

consent is as simple as giving it and can be done simply by contacting us in this regard at the email address office@safeline.eu .

- f. You also have the right to request access and rectification or erasure of personal data or restriction of the relevant processing, as well as the right to data portability. In doing so, we may ask you to prove your identity so that we deliver the data to the right person. This can be done at office@safeline.eu
- g. If you have any questions about how we process your data, please contact office@safeline.eu
- h. You have the right to complain to the supervisory authority if you believe that your rights have been infringed. Data protection authority (Rue du Printing Press 35, 1000 Brussels)
- i. You have the right to object to processing.
- j. The exercise of your rights will always be free of charge. However, if your requests - beyond withdrawing your consent - are manifestly unfounded or excessive, in particular due to their repetitive nature, we are entitled to charge a reasonable fee in light of the administrative costs or refuse the request."
- k. Our data processing policy can be found at www.safeline-group.com

20.6. Force majeure

- a. With the exception of payment obligations, neither party shall be liable to the other for loss, damage or delay to the work caused by any impediment beyond its control which that party could not have taken into account at the time of entering into the contract, and the consequence of which could not reasonably be avoided or overcome, including, but not limited to, war, insurrection, the act or order of any competent civil or military authority, strikes, unauthorized work stoppage or by fire, flood ("Force Majeure Event"). Strikes, lockouts, boycotts and other industrial action also constitute a Force Majeure Event where the party concerned is the target or a party to such action.
- b. A force majeure situation suffered by a subcontractor of a party also releases such party from liability if subcontracting to other sources is not possible without unreasonable cost or significant delay.
- c. Both parties shall promptly inform the other party in writing of a force majeure event. The party shall inform the other party accordingly about the cancellation of the force majeure event. If performance of the contract is delayed or services are suspended for more than four (4) months due to a force majeure event, each party shall have the right to terminate the contract by giving written notice to the other party without either party being entitled to claim damages for such termination.

21. Applicable law

- 21.1. The agreement is governed by Belgian law, unless otherwise decided by the parties.

22. Competent court

- 22.1. In case of dispute, only the courts of Hasselt have jurisdiction.

ALGEMENE VERKOOPVOORWAARDEN SAFELINE EUROPE 01-09-2024

1. Algemeen

- 1.1. Deze algemene verkoopvoorwaarden (“Algemene Voorwaarden”) zijn van toepassing op de verkoop van mechanische, elektronische liftcomponenten en aanverwante software (“Producten”) en bijhorende technische of ondersteunende diensten (“Diensten”) door SafeLine Europe (“Verkoper”) vanuit eigen kantoren of vertegenwoordigers aan hun klanten (“koper”) en overeengekomen vanaf de geldigheidsdatum zoals hierboven vermeld.
- 1.2. Uitzonderingen en bijkomstigheden zijn enkel van toepassing behoudens wijzigingen, welke beide partijen uitdrukkelijk en schriftelijk overeenkomen.
- 1.3. De voorwaarden zijn ook van toepassing op latere transacties, zelfs als er niet naar wordt verwezen bij het sluiten van de latere transactie.

2. Totstandkoming van de overeenkomst

- 2.1. De opdracht tot levering of order kan schriftelijk en/of per email op het adres aquila@safeline.eu & orderbe@safeline-europe.eu

- 2.2. De overeenkomst wordt geacht tot stand te zijn gekomen met geldigheid en bindend wanneer, na ontvangst van een opdracht, de verkoper schriftelijk heeft bericht de opdracht aan te nemen binnen de eventueel door de koper gestelde termijn. Deze orderbevestiging vervangt alle eerdere offertes of mededelingen.
- 2.3. De verkoper heeft het recht om de opdracht te weigeren als het van mening is dat de opdracht en/of product niet mogelijk is in relatie met de gevraagde product of opdracht.
- 2.4. Als de verkoper bij het doen van een aanbod een termijn heeft gesteld voor het aannemen ervan, wordt de overeenkomst geacht tot stand te zijn gekomen, wanneer de koper vóór het verlopen van deze termijn schriftelijk bericht heeft het aanbod aan te nemen, met dien verstande evenwel, dat er geen overeenkomst tot stand is gekomen wanneer dit bericht niet binnen een week na verloop van deze termijn is binnengekomen.
- 2.5. De wijzigingen aan het aanbod van de verkoper aangebracht, zijn slechts geldig als zij schriftelijk zijn bevestigd door de verkoper. Alle orders langs een tussenpersoon moeten door de verkoper rechtstreeks aan de koper worden bevestigd.
- 2.6. De koper is volledig verantwoordelijk voor de informatie die hij aan de verkoper heeft verstrekt of beschikbaar heeft gesteld voor het opstellen van het order, zoals eventuele specifieke eisen van de klanten van de koper aan de Producten en de verkoper zal de koper op geen enkele wijze schadeloos stellen voor daaruit voortvloeiende vertragingen of incompatibiliteiten van de Producten, mits de Producten voldoen aan het in de order vermelde eisen.

3. Tekeningen en beschrijvingen

- 3.1. De gewichten, afmetingen, capaciteiten en overige gegevens, opgenomen in catalogi, prospectussen, circulaire, advertenties, afbeeldingen en prijslijsten hebben het karakter van een benaderende aanduiding. Deze gegevens verbinden slechts voor zover de overeenkomst er uitdrukkelijk naar verwijst.
- 3.2. De vóór of na de totstandkoming der overeenkomst aan de koper ter hand gestelde tekeningen en technische beschrijvingen, intellectuele eigendomsrechten op grond waarvan de gehele of gedeeltelijke fabricage mogelijk is, blijven het uitsluitend eigendom van de verkoper of de respectievelijke derde-rechthebbende. Zij mogen zonder toestemming van de klant niet door de koper worden gebruikt, gekopieerd, vermenigvuldigd, doorgegeven aan of ter kennis gebracht van derden. Zij zijn evenwel het eigendom van de koper:
 - a. Indien dit uitdrukkelijk is overeengekomen, of
 - b. Als zij betrekking hebben op een, van de uitvoeringsovereenkomst onderscheiden, voorafgaande ontwikkelingsovereenkomst, waarin de verkoper zich niet het eigendomsrecht heeft voorbehouden.
- 3.3. De verkoper zal de koper kosteloos de informatie verstrekken die nodig is om de koper in staat te stellen het Product te installeren, in gebruik te nemen, te bedienen en te onderhouden. De verkoper is niet verplicht productietekeningen voor het Product of voor reserveonderdelen te verstrekken.

4. Controle

- 4.1. De koper is bevoegd, zowel tijdens het vervaardigen als na de voltooiing van het werk, de hoedanigheid van het gebruikte materiaal en van de onderdelen te doen controleren en verifiëren door zijn behoorlijk gemachtigde vertegenwoordigers. Deze controles en verificaties worden in de normale werkuren in de werkplaats uitgevoerd, nadat met de verkoper tevoren dag en uur overeengekomen werd. De kosten die voortkomen uit dit onderzoek of uit de tussenkomst van een controle- of keuringsorganisme zijn ten laste van de koper.

5. Levering

- 5.1. De goederen worden "Ex Works" (Incoterms 2020) verkocht.

- 5.2. De verkoper moet de koper schriftelijk de datum opgeven, waarop hij de goederen in ontvangst moet nemen. De mededeling aan de koper moet tijdig genoeg geschieden om de koper in de gelegenheid te stellen de nodige maatregelen te treffen.
- 5.3. De goederen reizen op risico van de koper en de koper is verantwoordelijk voor het melden aan de vervoerder van de Producten van eventuele schade die is ontstaan tijdens het transport.
- 5.4. De Levering van de Producten wordt geacht te zijn aanvaard bij aflevering van de Producten in overeenstemming met de leveringstermijn van het order.
- 5.5. Deelleveringen zijn toegestaan en kunnen afzonderlijk in rekening worden gebracht.
- 5.6. Als echter uit de inspectie van de Producten door Klant bij aflevering blijkt dat het Product niet in overeenstemming is met het order, en Koper binnen tien (10) dagen na aflevering een claim indient bij verkoper, zal de verkoper onverwijld eventuele gebreken herstellen, zodat het Product wel in overeenstemming is met het order. Op verzoek van de koper worden dan nieuwe tests uitgevoerd, tenzij de tekortkoming onbetekenend was.
- 5.7. Eventuele gebreken in de Producten na de levering vallen onder de Beperkte Waarborg zoals gespecificeerd in Artikel 12.
- 5.8. Wanneer het netto aankoopbedrag minder dan 250 euro bedraagt zal de koper een verhoogde administratie- en transportkost aangerekend krijgen. Bij een netto aankoopbedrag boven 250 euro wordt er enkel een transportkost verrekend volgens de geldende tarieven die de verkoper op het ogenblik van het orderbevestiging hanteert.

6. Eigendomsvoorbehoud

- 6.1. De goederen blijven eigendom van de verkoper tot op het ogenblik van de volledige betaling van hun prijs.
- 6.2. De koper verbindt er zich toe de goederen te beheren als een goede huisvader, niet zonder schriftelijke toestemming veranderingen aan te brengen.
- 6.3. In geval van niet-naleving van dit verbod zal een forfaitaire schadevergoeding van 50 % van de verkoopprijs door de koper verschuldigd zijn (als supplement op de verkoopprijs en eventuele vertragsvergoedingen).

7. Leveringstermijnen

- 7.1. Tenzij anders is overeengekomen, loopt de levertijd vanaf de laatste dag van de volgende data:
 - a. De dag van de totstandkoming der overeenkomst zoals omschreven in artikel 2.
 - b. De dag waarop de verkoper een termijnbetaling ontvangt, als in de overeengekomen overeenkomst een termijnbetaling vóór het begin van de fabricage is bedongen.
- 7.2. Tenzij anders is overeengekomen, zijn de in de overeenkomst genoemde leveringstermijnen slechts een schatting: een eventuele vertraging kan nooit aanleiding geven tot verbreking van de overeenkomst of tot enige schadevergoeding. Als de verkoper voorziet dat de levering zal worden vertraagd, stelt hij Klant daarvan schriftelijk in kennis onder vermelding van de reden en, indien mogelijk, het tijdstip waarop de levering kan worden verwacht.
- 7.3. Vertraging door de transportfirma kan nooit aanzien worden als een vertraging vanwege de verkoper.
- 7.4. Als door overmacht, andere bedrijfsstoringen en vertragingen leveranciers waarvoor de verkoper niet verantwoordelijk is, een leveringstermijn of leveringsdatum niet kan worden gehaald, wordt de leveringstermijn voor de duur van deze gebeurtenissen verlengd.

- 7.5. Als en voor zover de vertraging van de levering meer dan 45 dagen bedraagt hebben de koper en de verkoper het recht om de overeenkomst met uitsluiting van alle verdere rechten te ontbinden maar niet om een vaste schadevergoeding of enige andere compensatie van de verkoper te vorderen op grond van de vertraging of annulering.
- 7.6. Indien de Producten niet worden afgeleverd op het tijdstip van aflevering als gevolg van een vertraging door de verkoper uitgezonderd artikel 7.5, heeft de koper recht op een vaste schadevergoeding vanaf de datum waarop levering had moeten plaatsvinden, uitsluitend indien deze vaste schadevergoeding in het order is overeengekomen onder verwijzing naar een specifiek tijdstip van aflevering. Als de vertraging echter het gevolg is van enig handelen of nalaten van de koper, zoals het niet tijdig verstrekken aan verkoper van de verlangde informatie over de levering, is deze vaste schadevergoeding niet verschuldigd, maar heeft de verkoper het recht de levertijd dienovereenkomstig te wijzigen of het order te annuleren.
- 7.7. Tenzij anders bepaald in het order, is de vaste schadevergoeding verschuldigd ten belope van 0,5% van de aankoopprijs van de vertraagde Producten voor elke begonnen week van vertraging. De vaste schadevergoeding zal niet meer bedragen dan 7,5% van de aankoopprijs van de vertraagde Producten.
- 7.8. De koper zal elke vordering tot schadevergoeding uiterlijk binnen zes (6) maanden na het tijdstip waarop de levering had moeten plaatsvinden, indienen.
- 7.9. In geval van vertraging aan de zijde van verkoper staat voor de Oprachtgever slechts een gefixeerde schadevergoeding ter beschikking. Alle andere vorderingen tegen de verkoper op grond van een dergelijke vertraging zijn uitgesloten, tenzij de verkoper zich schuldig heeft gemaakt aan grove nalatigheid.
- 7.10. Als de koper de goederen niet in ontvangst neemt op het ogenblik dat zij ter beschikking werden gesteld door de verkoper, mag hij niettemin de vervaldag die normaal werd vastgelegd voor de betalingen aan de levering verbonden, niet uitstellen.
- 7.11. De verkoper voorziet in de opslag van de goederen voor rekening en risico van de koper. Als de koper dit verzoekt, zorgt de verkoper, voor rekening van de koper, voor de verzekering der goederen. Wanneer de opslag langer dan 2 weken bedraagt mag de verkoper opslagkosten aanrekenen ten bedrage van 0,25% van het factuur bedrag per startende week.

8. Levering van diensten.

- 8.1. De verkoper zal diensten leveren in overeenstemming met de overeenkomst en de respectieve dienstenbeschrijving.
- 8.2. De verkoper heeft het recht om de diensten geheel of gedeeltelijk te vervangen of te wijzigen wanneer dit noodzakelijk is door technologische veranderingen, verbeteringen, wijzigingen in standaarden of andere gerechtvaardigde redenen
- 8.3. De verkoper heeft het recht om, voor zover nodig, het gebruik van de diensten te staken of te beperken vanwege onderhoudswerkzaamheden of vanwege technische, operationele of andere speciale redenen.

9. Betaling

- 9.1. Alle betalingen geschieden in EURO of in de munt voorzien in de overeenkomst; zij zijn netto berekend en discontovrij.
- 9.2. De prijzen zijn berekend op basis van de dagkoers der grondstoffen, lonen en sociale lasten.
- 9.3. De verkoper heeft het recht om de prijzen van de bestelde producten op elk moment voorafgaand aan de levering te wijzigen door de koper van een dergelijke wijziging op de hoogte te stellen. De Koper heeft het recht om in een dergelijk geval de overeenkomst te annuleren met een schriftelijke kennisgeving aan de verkoper

voorafgaand aan de levering of daarna. De koper zal voor deze wijziging geen recht hebben op enige compensatie door de verkoper.

- 9.4. Met uitzondering van een andersluidende overeenkomst zijn de facturen betaalbaar binnen een termijn van 30 dagen te rekenen vanaf de dag volgend op
- a. De dag van de ontvangst door de koper van de factuur of een gelijkwaardig verzoek tot betaling.
 - b. De dag van de ontvangst van de goederen of diensten, indien de datum van ontvangst van de factuur of het gelijkwaardig verzoek tot betaling niet vaststaat of indien de koper de factuur of het gelijkwaardig verzoek tot betaling eerder ontvangt dan de goederen of diensten.
 - c. De dag van de aanvaarding of controle ter verificatie van de conformiteit van de goederen of diensten met de overeenkomst, indien de wet of de overeenkomst voorziet in een procedure voor aanvaarding of controle en indien de koper de factuur of het gelijkwaardig verzoek tot betaling ontvangt vóór of op de datum waarop de aanvaarding of controle plaatsvindt.
- 9.5. Wanneer de koper niet betaalt binnen de overeengekomen betalingstermijn of, bij gebreke hieraan, binnen de wettelijke betalingstermijn, heeft de verkoper vanaf de daaropvolgende dag, van rechtswege en zonder ingebrekestelling, recht op de betaling van een interest tegen 12% per jaar en mag de verkoper de levering van producten of elk ander deel naar de koper toe weerhouden. Een betaling weerhouden door de koper wegens een claim aan de verkoper kan ook aanzien worden als een gebreke in betalingstermijn als later blijkt dat de claim tegen de verkoper ongegrond was.
- 9.6. De verkoper heeft het recht om een administratiekost aan te rekenen van 5 euro voor elke betalingsherinnering die de verkoper stuurt bij laattijdige betaling.
- 9.7. De verkoper heeft bovendien, wanneer de koper niet betaalt binnen de overeengekomen betalingstermijn of, bij gebreke hieraan, binnen de wettelijke betalingstermijn, onverminderd zijn recht op vergoeding van de gerechtskosten overeenkomstig de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek, recht op een redelijke schadeloosstelling door de koper voor alle relevante invorderingskosten ontstaan door de betalingsachterstand.
- 9.8. Het feit dat er interesten bedongen worden, verhindert niet dat de betalingen opeisbaar zijn op hun vervaldag.
- 9.9. Wanneer de betalingstermijn overschreden is met meer dan 30 dagen, mag de verkoper de respectievelijke service beëindigen zonder dat er enige aansprakelijkheid is voor de verkoper en ook eventuele nog openstaande overeenkomsten voor producten geheel of gedeeltelijk annuleren met het recht om als gevolg hiervan ontstane directe schade voor de verkoper aan te rekenen.
- 9.10. Alle huidige en toekomstige belastingen, alsook bijkomende heffingen en kosten, van welke aard ook, verbonden aan de verkoop zijn ten laste van de koper.
- 9.11. De koper heeft niet het recht om betalingen in te houden wegens onvolledige levering, waarborg claims of niet substantiële gebreken.

10. Financiële waarborgen

- 10.1. De verkoper behoudt zich het recht voor om, indien het na het sluiten van de overeenkomst maar voor de totale betaling van de prijs blijkt dat het krediet van de koper in het gedrang komt of wanneer zijn kredietwaardigheid vermindert en namelijk in volgende gevallen: het vragen van betalingstermijnen, protest, het beslag op het geheel of een deel van de goederen van de koper op vraag van een schuldeiser, vertraging in

de betalingen aan RSZ, enz. deze garantie te eisen die hij nodig acht voor de goede uitvoering van de verbintenissen, zelfs na de levering van goederen. Hiervoor is geen enkele ingebrekestelling vereist.

11. Ontbindend beding

- 11.1. Als een factuur niet wordt betaald op haar vervaldag, of in geval van toepassing van artikel 10, zal de overeenkomst van rechtswege ontbonden zijn doordat de verkoper hiertoe zijn wil te kennen geeft bij aangetekend schrijven en zonder voorafgaandelijke ingebrekestelling.
- 11.2. De verkoper heeft in dit geval het recht de geleverde goederen terug te nemen zonder tussenkomst van de rechtbanken.
- 11.3. Daarenboven zal een schadevergoeding van 15 % van de prijs, met een minimum van 200 EURO verschuldigd zijn.

12. Beperkte Waarborg

- 12.1. De verkoper verbindt zich er toe alle onbetwistbare verborgen gebreken (aan de goederen zelf) die niet het gevolg zijn van overmacht, van een foutieve tussenkomst van de koper of van derden, te verhelpen door vervanging of herstelling. De verkoper wordt eigenaar van de vervangen onderdelen. Deze stukken worden teruggestuurd op kosten van de koper. Deze verplichting strekt zich slechts uit tot gebreken die blijken gedurende twaalf maanden na de leveringsdatum van de producten aan de koper. Deze periode zal niet verlengd worden in geval van herstelling of vervanging van het product.
- 12.2. De verkoper zal buiten hetgeen bepaald is in punt 12.1 tot geen enkele andere garantie of schadevergoeding gehouden zijn. Met name zal de verkoper niet gehouden zijn tot enige schadevergoeding voor eventuele schade aan bedrijfsmatig gebruikte goederen of voor verliezen verbonden aan de professionele activiteit van de koper of de personen waarvoor hij uit hoofde van art. 1384 BW aansprakelijk gesteld wordt.
- 12.3. De verantwoordelijkheid van de verkoper voor waarborg zal onder volgende omstandigheden niet van toepassing zijn:
 - a. Kleine onbelangrijke falingen van functionaliteit.
 - b. Gebreken door normale slijtage en/of verbruiksartikelen.
 - c. Gebreken door onjuist gebruik van het product op wijzen die niet in de handleiding aangegeven of voorzien zijn, alsook op aangeven van andere productinformatie of waar redelijkheid duidelijk niet is toegepast.
 - d. Gebreken als gevolg van veranderingen aan het product door de klant of die veroorzaakt zijn door het niet opvolgen van de verkopers instructies.
 - e. Gebreken veroorzaakt door nalatigheid van de klant, zijn personeel of een derde partij alsook door omstandigheden buiten de controle van de verkoper
 - f. Gebreken door externe factoren zoals er die zijn, overmacht, etc.
- 12.4. Als het product moeilijk te verplaatsen is of het probleem zich enkel op de locatie voordoet kan ondersteuning ter plaatse aangeboden worden. In zulks geval zal de klant toegang tot de producten verlenen aan de verkoper zijn personeel gedurende de nodige tijd. Indien nodig en op vraag van de verkoper moet een vertegenwoordiger van de koper aanwezig zijn. In zulks geval moeten de reiskosten alsook de werkuren op voorhand overeengekomen zijn.

- 12.5. Wanneer de koper de verkoper in gebreke stelt en later blijkt dat dit geheel niet de verkopers verantwoordelijk of fout was dan heeft de verkoper het recht om compensatie te vragen volgens de gegeven prijslijst voor services. Niet alleen voor de vaststelling en diagnose maar ook voor de herstelling hiervan.
- 12.6. Tevens zal de verkoper niet gehouden zijn tot vergoeding van deze schade op basis van extracontractuele gronden.
- 12.7. Wat lichamelijke schade en schade aan privé-goederen betreft, zal de verkoper niet gehouden zijn tot schadevergoeding indien:
- Niet kan aangetoond worden dat de gebreken op het ogenblik van het in verkeer brengen van de goederen aanwezig waren;
 - De verkoper, gezien de stand van wetenschap en techniek niet op de hoogte kon zijn van de aanwezigheid van de gebreken;
 - De gebreken te wijten zijn aan de conceptie van de zaak waarin de goederen geïncorporeerd worden of aan de instructies van de koper;
 - De schade te wijten is aan fouten van de koper, van de verwonde persoon of van iemand voor wie de verwonde persoon verantwoordelijk is (vb.: foutieve manoeuvres, verkeerde bediening, transformaties uitgevoerd door de koper of derden, enz.);
 - De gebreken het gevolg zijn van de overeenstemming van de goederen met dwingende voorschriften uitgaande van publieke overheden;
 - De schade te wijten is aan een gebrek aan onderhoud of aan een onderhoud dat in strijd is met het onderhoudsboekje of de onderhoudsvoorschriften opgesteld door de verkoper;
 - De schade te wijten is aan de tussenkomst van een niet door de verkoper erkende derde.
- 12.8. De koper zal de verkoper vrijwaren van alle aanspraken of vorderingen die derden tegen hem zouden kunnen richten op grond van schade die bepaald is in punt 12.3.
- 12.9. Indien het gaat om een fabricatie volgens een plan door de koper geleverd, zal de waarborg in elk geval beperkt blijven tot een strikte uitvoering van de stukken volgens de aanduiding van deze plannen.
- 12.10. De verkoper zal elk gebrek of niet-conformiteit in de Producten als gevolg van ontwerp-, materiaal- of fabricagefouten ("Gebrek") verhelpen
- 12.11. De verkoper is niet aansprakelijk voor gebreken die voortvloeien uit de door koper geleverde materialen of een door de koper bepaald of gespecificeerd ontwerp of onderdelen van derden, waarop hun respectievelijke garantiebepalingen van toepassing zijn.
- 12.12. De Koper is verantwoordelijk voor alle kosten van installatie, demontage en herinstallatie van een Product met een Gebrek, ongeacht of het Gebrek al dan niet onder de waarborg valt. De verkoper heeft aan de garantieverplichtingen voldaan wanneer Leverancier een deugdelijk gerepareerd onderdeel of een vervangend onderdeel aan de koper levert.

13. Diensten

- 13.1. Alle diensten worden geleverd als zodanig, zonder enige vorm van garantie. De enige verplichting van de verkoper is om de dienst te herhalen of, indien dit niet mogelijk is, om de overeenkomst te beëindigen en de betaling voor de nog niet geleverde diensten terug te betalen

14. Exclusieve oplossingen

- 14.1. De aansprakelijkheid van de verkoper voor fouten in de producten of diensten en de enige en exclusieve rechtsmiddelen van de klant zijn beperkt tot het nakomen van de garantieverplichtingen op grond van clausule 12.
- 14.2. Behalve zoals vereist door de dwingende wettelijke bepalingen, zijn er geen andere garanties, expliciet of impliciet, van rechtswege of anderszins. De verkoper wijst uitdrukkelijk alle impliciete garanties van geschiktheid voor een bepaald doel en bevredigende kwaliteit af.

15. Montage

- 15.1. Montage maakt nooit deel uit van de overeenkomst. Nochtans kan de verkoper akkoord gaan volgens bijzondere voorwaarden, gespecialiseerde arbeiders of monteurs, op aanvraag van de klant, te zijner beschikking te stellen. In dit geval gebeuren de prestaties van deze arbeiders of monteurs onder het toezicht, op kosten en op verantwoordelijkheid van de klant, die ervoor de lasten der verzekeringen moet dragen.
- 15.2. De klant moet op zijn kosten alle bijstand, materiaal en materie die voor de montage nodig zijn ter beschikking stellen.

16. Bevrijdende omstandigheden

- 16.1. Als bevrijdende omstandigheden gelden, indien zij zich voordoen na de totstandkoming der overeenkomst en de uitvoering daarvan verhinderen: in falings, in ontbinding, stopzetting van betalingen, inbreuk op voorwaarden en condities toepasbaar op het order, arbeidsconflicten en alle overige omstandigheden, zoals brand, mobilisatie, inbeslagneming, embargo, verbod op deviezenoverdracht, opstand, tekort aan vervoermiddelen, algemene schaarste aan grondstoffen, beperkingen in het energieverbruik, indien deze overige omstandigheden zich voordoen buiten de wil van partijen.
- 16.2. De partij die zich op de bovenvermelde omstandigheden beroept, moet de andere partij van het intreden alsook van het aflopen daarvan onmiddellijk schriftelijk in kennis stellen.
- 16.3. Het ontstaan van één van deze omstandigheden ontnemt alle aansprakelijkheid zowel van de verkoper als van de koper.
- 16.4. De verkoper ontwikkelt voortdurend diensten en daarom kan de selectie en inhoud van deze diensten veranderen. De verkoper heeft ook het recht om de levering van de diensten stop te zetten. In dat geval kan de verkoper de overeenkomst beëindigen met betrekking tot dergelijke beëindigde diensten of de afzonderlijke delen ervan
- 16.5. De verkoper kan de diensten of de beschikbaarheid van de producten tot nader order opschorten of beperken tot de Koper, in volgende gevallen:
 - a. De koper heeft de door de verkoper gevraagde betalingszekerheid niet binnen een gespecificeerde tijd overeenkomstig artikel 10 aangeboden.
 - b. De koper veroorzaakt schade aan of verstoring of ongemak voor de verkoper of het algemene communicatienetwerk door het gebruik van de Producten of Diensten

- 16.6. De verkoper heeft ook het recht om de dienst met onmiddellijke ingang te wijzigen of te beëindigen, wanneer een derde partij, zoals een externe telecommunicatieserviceprovider, stopt met het ondersteunen van de dienst of de voorwaarden en bepalingen van haar service wijzigt op een manier die het onmogelijk of onredelijk maakt voor de verkoper om de dienst voort te zetten onder de bestaande algemene voorwaarden.

17. Vertrouwelijkheid

- 17.1. Elke partij bewaart alle materiaal en informatie die zij van de andere partij heeft ontvangen en die als vertrouwelijk zijn gemarkeerd of die als vertrouwelijk moet worden beschouwd. Een partij heeft het recht om dergelijk materiaal en informatie alleen te gebruiken voor de doeleinden van de overeenkomst
- 17.2. De vertrouwelijkheidsverplichting zal echter niet worden toegepast op materiaal en informatie die:
- Algemeen beschikbaar of anderszins openbaar is;
 - De partij of haar gelieerde onderneming heeft van een derde partij zonder enige verplichting tot vertrouwelijkheid kennisgenomen;
 - In het bezit was van de ontvangende partij of haar gelieerde onderneming voorafgaand aan de ontvangst van deze van de andere partij zonder enige verplichting tot vertrouwelijkheid die daarmee verband houdt;
 - Een partij of een aan haar gelieerd bedrijf onafhankelijk heeft ontwikkeld zonder gebruik te maken van materiaal of informatie ontvangen van de andere partij;
 - Een partij of een aan haar gelieerde onderneming moet bekendmaken krachtens een wet, een decreet of een ander bevel dat door de bevoegde autoriteiten of een rechterlijk bevel is uitgevaardigd.
- 17.3. Elke partij zal het gebruik van vertrouwelijk materiaal en de van de andere partij ontvangen informatie onmiddellijk staken bij beëindiging van de overeenkomst of wanneer die partij het materiaal of de informatie in kwestie niet meer nodig heeft voor het doel dat in de overeenkomst is vermeld, en tenzij de partijen het afzonderlijk eens zijn over de vernietiging van dergelijk materiaal, het betreffende materiaal (inclusief alle kopieën daarvan) retourneren. Elke partij heeft echter het recht om de door wet- of regelgeving vereiste kopieën te behouden.
- 17.4. De verkoper heeft het recht om de professionele vaardigheden en ervaring die zijn opgedaan in verband met de levering te gebruiken en de naam van de Klant te gebruiken als referentie in zijn marketing in overeenstemming met de goede marketingpraktijken.
- 17.5. De rechten en verplichtingen uit hoofde van dit artikel 17 blijven van kracht na het verstrijken, opzeggen of annuleren van de overeenkomst.

18. Inbreuk op de intellectuele eigendomsrechten

- 18.1. De verkoper zal op haar kosten de koper verdedigen en schadeloosstellen voor claims en acties wanneer een product of een dienst inbreuk maakt op de intellectuele eigendomsrechten van een derde partij, op voorwaarde dat de koper de verkoper onmiddellijk schriftelijk op de hoogte brengt van dergelijke claims en de verkoper toestaat om de claims verdedigen of te schikken, en de verkoper alle nodige informatie en assistentie, evenals alle benodigde autorisaties ter beschikking stelt.
- 18.2. Als de verkoper volgens de gerechtvaardigde mening van de verkoper inbreuk pleegt op de intellectuele eigendomsrechten van een derde partij, zal de verkoper op eigen kosten:
- Het gebruiksrecht voor de klant verkrijgen, of

- b. Het product of de dienst voor het inbreuk makende onderdeel vervangen, of
 - c. Het product of de dienst wijzigen om de inbreuk te elimineren.
- 18.3. Als geen van de hierboven genoemde alternatieven op redelijke voorwaarden beschikbaar is voor de verkoper, zal de koper op verzoek van de verkoper stoppen met het gebruik van het product of de dienst.
- 18.4. De verkoper is echter niet aansprakelijk tegenover de klant als de claim:
- a. Wordt beweerd door de klant of een gelieerde onderneming van de koper;
 - b. Het resultaat is van een wijziging van het product of de dienst of van naleving van de instructies of informatie door de koper;
 - c. Uitsluitend resulteert uit het gebruik van het product of de dienst in combinatie met een product, dienst of software die niet door de verkoper wordt geleverd; of
 - d. Had kunnen worden vermeden door het gebruik van de nieuwste vrijgegeven versie van het product of de service of een component ervan.
- 18.5. Deze clausule 18 vermeldt de volledige aansprakelijkheid van de verkoper en de enige en exclusieve rechtsmiddelen van SafeLine voor inbreuk op intellectuele eigendomsrechten.

19. Beperkte aansprakelijkheid

- 19.1. De aansprakelijkheid voor directe schade of claims voor terugbetaling is beperkt tot de overeenkomstige aankoopprijs van de producten waarvoor de aansprakelijkheid of schadevergoeding wordt gevorderd of die vijftien procent (15%) van de prijs van de dienst van de voorgaande drie jaar niet overschrijdt.
- 19.2. De verantwoordelijkheid van de verkoper omvat alleen directe schade en verlies. De verkoper aanvaardt geen verantwoordelijkheid voor enige indirecte, incidentele of gevolgschade of -kosten, waaronder, maar niet beperkt tot, winstderving of verloren besparingen, opeenvolgende fouten, secundaire schade of kosten die zijn gemaakt aan tweede of derde partijen, zoals bedrijfsverliezen of verlies van gegevens of schade die de verkoper redelijkerwijs niet had kunnen verwachten ten tijde van de overeenkomst en welke gevolgen redelijkerwijs niet hadden kunnen worden vermeden of overwonnen.
- 19.3. De verkoper is niet aansprakelijk voor gebreken, fouten of claims met betrekking tot producten of diensten van derden die worden gebruikt in verband met de producten of diensten. Ze worden uitsluitend verstrekt op basis van de toepasselijke voorwaarden van derden en de enige aansprakelijkheid van de verkoper is het overdragen van de garantie of vergelijkbare rechten aan de klant, indien mogelijk.
- 19.4. De beperking van aansprakelijkheid is niet van toepassing op schade veroorzaakt door opzettelijk gedrag of grove nalatigheid. De beperking van aansprakelijkheid is ook niet van toepassing op schade die is veroorzaakt door de overdracht, het kopiëren of het gebruik van services die in strijd is met de wet of de voorwaarden van .
- 19.5. Alle claims moeten binnen drie (3) maanden nadat de koper op de hoogte was van de oorzaak van de actie worden bekendgemaakt.

20. Andere voorwaarden

- 20.1. Software

- a. Software die is ingebed in het product, of wordt geleverd samen met het product ("Software"), onder licentie van de verkoper wordt niet verkocht uitgezonderd software van "Thor Engineering"
- b. De koper krijgt een niet-exclusief recht om de software alleen te gebruiken samen met de producten die door de klant zijn aangeschaft en alleen voor het doel en de reikwijdte die worden uitgedrukt in de handleidingen, andere productdocumentatie en het order voor het product.
- c. De koper heeft geen andere rechten, zoals eigendomsrechten of auteursrechten, en mag in geen geval de software wijzigen, decompileren of kopiëren, behalve in overeenstemming met de producthandleidingen en andere instructies van SafeLine.

20.2. Herstellingen van producten

- a. De verkoper biedt op verzoek van de koper reparatieservice aan voor de producten die niet langer onder de garantie vallen. De koper moet een beschrijving van het probleem bijvoegen op een serviceformulier dat beschikbaar is op www.safeline.eu
- b. De klant dient het transport van de te repareren producten naar de verkoper te regelen en te betalen. De transportkosten van het gerepareerde product of een vervangend product komen voor rekening van de verkoper als de reparatie onder de garantie valt. In andere gevallen betaalt de koper de kosten van het retourtransport.
- c. De verkoper zal het product binnen een redelijke termijn repareren. Redelijke tijd zal worden beschouwd als zes (6) weken tijdens normale werkbelastingen en twaalf (12) weken tijdens hoge werkbelastingen.
- d. Als de reparatiekosten de helft van de bruto verkoopprijs van het product zouden overschrijden, zal de verkoper een prijsopgave voor de reparatiekosten aan de koper afgeven voordat enige reparatie wordt uitgevoerd. Als het product niet kan worden gerepareerd, wordt de koper een vervangend product aangeboden tegen de zogenaamde "wisselprijs".
- e. Alle producten worden zonder extra kosten bij reparatie opgewaardeerd naar de nieuwste softwareversie. De verkoper zal, op verzoek van de koper, productaccessoires en de nieuwste verpakking aanbieden, in overeenstemming met de prijslijst die op dat moment geldig is.
- f. Voor de reparatiewerkzaamheden geldt een garantie van drie (3) maanden.

20.3. Doorverkoopverbod

- a. Om te zorgen voor hoge en consistente kwaliteitsnormen, verkoopt de verkoper de producten via een netwerk van gecertificeerde partners. Zulke partners moeten voldoen aan strenge kwaliteitscriteria op de volgende gebieden: zakelijke geloofwaardigheid, technische ondersteuningscompetenties, logistieke capaciteiten, minimale voorraadmiveaus, enz.
- b. Om deze reden heeft geen enkele partner, noch een eindklant, het recht om de producten te herverdelen of opnieuw te verkopen, tenzij specifiek vooraf met de verkoper is overeengekomen.

20.4. Wijzigingen

- a. Algemene voorwaarden die geldig zijn op het moment van de overeenkomst zijn van toepassing op de producten die op grond daarvan worden geleverd. Voor de diensten heeft de verkoper het recht om naar eigen goeddunken de Algemene Voorwaarden of de relevante Speciale Voorwaarden te wijzigen. Dergelijke gewijzigde voorwaarden zijn van toepassing op nieuwe overeenkomsten of orders voor nieuwe diensten op

de effectiviteit daarvan en op alle lopende diensten na één (1) maand na een openbare release van de bijgewerkte voorwaarden op de SafeLine-website.

- b. Alle andere wijzigingen of toevoegingen aan de overeenkomst moeten schriftelijk worden overeengekomen om geldig te zijn

20.5. Klantgegevens

- a. Wij SafeLine Europe, Industrieterrein I nr 8 , 3290 Diest, België zijn de verwerkingsverantwoordelijke in kwestie, de door ons opgevraagde persoonsgegevens zullen worden opgenomen.
- b. Persoonsgegevens verwijzen naar informatie van een koper, zoals naam, adres, telefoonnummer of bedrijf en andere informatie van de persoon.
- c. Persoonsgegevens worden verwerkt om producten en /of service te leveren als gevolg van uw order/aankoop om te voldoen aan een verplichting volgens wet- of regelgeving, voor bestandsonderhoud. De verwerking van informatie houdt op wanneer ze niet langer nodig is om aan het aangegeven doel van de verwerking te voldoen.
- d. De verkoper kan gebruikmaken van geautomatiseerde marketingsystemen voor communicatie op afstand via mailinglijsten, evenals andere methoden voor persoonlijke communicatie op afstand, zoals e-mail en telefoontjes.
- e. U als betrokkene heeft te allen tijde en kosteloos het recht om de gegeven toestemming in te trekken, zonder dat dit afbreuk doet aan de rechtmatigheid van de verwerking op basis van de toestemming vóór de intrekking daarvan. Het intrekken van de toestemming is even eenvoudig als het geven ervan en kan simpelweg door ons hieromtrent te contacteren op het email adres office@safeline.eu .
- f. U heeft ook het recht te verzoeken om inzage en rectificatie of wissen van de persoonsgegevens of beperking van de betreffende verwerking, alsmede het recht op gegevensoverdraagbaarheid. Daarbij is het mogelijk dat wij u vragen om uw identiteit te bewijzen zodat wij de gegevens aan de juiste persoon bezorgen. Dit kan via het adres office@safeline.eu
- g. Als u vragen heeft over de manier waarop wij uw gegevens verwerken, kan u zich wenden tot office@safeline.eu
- h. U heeft het recht om een klacht in te dienen bij de toezichthoudende autoriteit indien u meent dat een inbreuk is gemaakt op uw rechten. Gegevensbeschermingsautoriteit (Drukpersstraat 35 te 1000 Brussel)
- i. U heeft het recht om bezwaar te maken tegen de verwerking.
- j. Het uitoefenen van uw rechten geschiedt steeds kosteloos. Maar wanneer uw verzoeken – buiten het intrekken van uw toestemming – kennelijk ongegrond of buitensporig zijn, met name wegens hun repetitieve karakter, dan hebben wij het recht om een redelijke vergoeding aan te rekenen in het licht van de administratieve kosten ofwel het verzoek te weigeren.”
- k. Ons beleid op vlak van gegevens verwerking kan u terugvinden op www.safeline-group.com

20.6. Overmacht

- a. Met uitzondering van betalingsverplichtingen, is geen van de partijen jegens de ander aansprakelijk voor verlies, schade of vertraging van het werk veroorzaakt door een belemmering buiten haar macht waarover die partij bij het sluiten van de overeenkomst geen rekening had kunnen houden, en waarvan het gevolg

niet redelijkerwijs vermeden of overwonnen kon worden, inclusief, maar niet beperkt tot, oorlog, oproer, de daad of bevel van een bevoegde burgerlijke of militaire autoriteit, stakingen, ongeoorloofde werkonderbreking of door vuur, overstroming ("Force Majeure Event"). Staking, uitsluiting, boycot en andere industriële actie vormen ook een geval van overmacht, wanneer de betrokken partij het doelwit of een partij bij een dergelijke actie is.

- b. Een overmachtssituatie geleden door een onderaannemer van een partij ontslaat een dergelijke partij ook van aansprakelijkheid indien uitbesteding aan andere bronnen niet mogelijk is zonder onredelijke kosten of een aanzienlijke vertraging.
- c. Beide partijen informeren de andere partij onverwijld schriftelijk over een geval van overmacht. De partij zal de andere partij op overeenkomstige wijze informeren over de annulering van het geval van overmacht. Als de uitvoering van de overeenkomst wordt uitgesteld of diensten langer dan vier (4) maanden worden opgeschort vanwege een overmachtssituatie, heeft elke partij het recht om de overeenkomst te beëindigen door een schriftelijke kennisgeving aan de andere partij zonder dat een van de partijen het recht heeft om schadevergoeding te eisen voor een dergelijke beëindiging.

21. Toepasbare wet

21.1. De overeenkomst wordt door het Belgisch recht beheerst, tenzij de partijen er anders over beslist hebben.

22. Bevoegde rechtbank

22.1. In geval van betwisting zijn alleen de rechtbanken van Hasselt bevoegd.